



# Précis sur le financement du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

## Précis sur le financement du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

### Introduction

Le développement durable et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) nécessite de sécuriser des flux financiers extérieurs adaptés et fiables.<sup>1</sup> D'après l'OCDE, le déficit de financement des ODD<sup>2</sup> est de 5 à 7 billions de dollars USD chaque année alors que le montant total de la dette dépasse désormais 370% du PIB mondial.<sup>i</sup> Ces chiffres se traduisent par un défi de financement pour les pays à faible et moyen revenu, qui ne parviennent pas à atteindre les ODD. Le Fonds monétaire international (FMI) estime qu'atteindre ces objectifs de développement impliquerait des dépenses annuelles supplémentaires allant jusqu'à 15% de leur PIB.<sup>ii</sup>

Au niveau régional, il convient de préciser que 28 des 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes font partie de la catégorie de pays à revenu moyen étant donné leurs niveaux de revenus par habitant.<sup>iii</sup> Cette classification doit cependant être remise en contexte à la lumière des hauts niveaux d'inégalité dans la région, qui ont augmenté ces dernières années,<sup>3</sup> démontrant que certains indicateurs ne reflètent pas toujours correctement le niveau d'autonomie économique de la population entière.

De plus, les effets économiques de la pandémie de COVID-19, déterminés par les politiques adoptées pour faire face à cette crise et par les changements du comportement des consommateurs, ont entraîné un recul de l'économie mondiale de 3% après la première année basée sur le tourisme.<sup>iv</sup> Il s'agit d'un défi de taille. Une véritable reprise à la suite de la pandémie ne sera possible qu'avec une mobilisation effective des ressources intérieures et internationales de sources publiques et privées.

Ce précis présentera aux parlementaires et aux autres parties intéressées un bref aperçu du financement du développement, ses implications pour les flux de capitaux et les niveaux de

---

<sup>1</sup> Les financements extérieurs sont ceux qui ne correspondent pas aux recettes du gouvernement.

<sup>2</sup> Estimation des investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement pour l'éducation, la santé, les routes, l'électricité, l'eau et l'assainissement, entre autres, calculée par le Réseau de solutions de développement durable

<sup>3</sup> Coefficient de Gini supérieur à 46 points de 2012 à 2018

dettes d'un pays, ainsi que des manières innovantes d'atteindre le développement durable. Il couvre également les effets d'une mobilisation efficace de ressources par les gouvernements, une mobilisation qui n'altère pas la macrostabilité de la trajectoire de développement social et économique d'un pays.

### *Le rôle des parlements dans le financement du développement*

Les différents rôles des parlements dans la promotion du développement durable correspondent à un grand éventail de fonctions conçues pour assurer l'équilibre des politiques dans le but de stimuler la stabilité macroéconomique tout en encourageant des initiatives améliorant la qualité de vie des citoyens dès maintenant et dans le futur. Les rôles présentés ci-dessous sont les plus pertinents à cet égard :

- **Législation.** Action législative pour un développement social et économique durable à travers l'élaboration, l'analyse et l'adoption de cadres réglementaires et de stratégies utiles.
- **Budgétisation.** Analyse, adoption et contrôle du budget national, lequel doit être conforme à l'Agenda 2030, à ses ODD et aux meilleures pratiques internationales.<sup>a</sup>
- **Gestion de la dette.** Ratification d'engagements financiers suite à une analyse rigoureuse des répercussions sur le développement et les niveaux de dette nationale. Les parlements doivent également jouer un rôle central dans la construction et la mise en œuvre de cadres forts pour tous les créateurs de dette publique, en particulier les sociétés publiques.<sup>b</sup>
- **Négociations internationales.** Les parlementaires participent à des forums internationaux<sup>c</sup> où les meilleures pratiques sont débattues et approuvées, pour un avenir plus durable et inclusif pour toutes et tous.
- **Contrôle.** Les parlements doivent chercher à garantir que tous les fonds collectés soient investis de façon efficace et dans une optique durable. Pour cela, les canaux ouverts de communication entre le parlement, la branche exécutive et les autres parties prenantes doivent être considérés comme une priorité pour s'assurer que les stratégies de développement soient efficacement mises en œuvre et répondent aux besoins de toutes et tous, mais surtout des personnes vivant dans des conditions plus vulnérables.

-----  
a. Union interparlementaire. 2021. « [Lignes directrices pour la budgétisation par le parlement des ODD](#) ».

b. Geoff. Dubrow. Fondation Westminster pour la démocratie (WFD). 2020. « [Le rôle des parlements dans la gestion de la dette publique](#) » (Disponible uniquement en anglais)

c. [Conférence de l'ONU sur les changements climatiques](#), [Commission de la condition de la femme](#), [Forum mondial sur le développement](#), et autres.

## Implications budgétaires du développement

Lors de l'évaluation des implications budgétaires du développement, il devient évident que dans la plupart des pays à faible et moyen revenu<sup>4</sup>, tout progrès en termes d'infrastructures sociales, économiques et productives est le résultat de dépenses du secteur public. Étant donné les déficits budgétaires persistants reliés à la collecte d'impôts structurelle<sup>5</sup> et d'autres problèmes,

---

<sup>4</sup> Rendez-vous sur le [Portail de données de la Banque mondiale](#) pour en savoir plus sur cette classification.

<sup>5</sup> Selon la CEPALC, la structure fiscale de l'Amérique latine est principalement basée sur la taxe sur la valeur ajoutée, qui est la source de recettes fiscales. Pour en savoir plus sur ce sujet, rendez-vous sur <https://bit.ly/3Lh3IAe>. (Disponible uniquement en anglais)

la dette devient le moyen le plus rapide d'obtenir des ressources pour des projets de développement dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Il n'existe aucune définition universellement acceptée de la dette publique. Au sens large, ce concept englobe la combinaison de la dette gouvernementale et la dette publique de sociétés financières et non financières (comme la Banque centrale), la dette publique garantie<sup>6</sup> et la dette publique extérieure.<sup>7</sup> Si un certain niveau de dette est une bonne chose car il permet aux pays à faible revenu de collecter des fonds plus rapidement pour le développement,<sup>7</sup> il est également primordial que ces pays maintiennent un niveau de dette durable ne menaçant pas leur croissance ou leur stabilité.

D'après Dalia Hakura du FMI, « la dette publique d'un pays est considérée comme soutenable si le gouvernement est capable de répondre de toutes ses obligations actuelles et futures sans aide financière exceptionnelle et sans devenir insolvable ».

Tout emprunt doit par conséquent être cohérent avec le cadre budgétaire du pays tout en tenant compte des retours sur les investissements. Si un pays est capable, grâce à une bonne gouvernance et à des cadres réglementaires complets, de transformer un investissement public en stock de capital public (ex. : écoles publiques, hôpitaux publics, routes, etc.), alors les recettes projetées des nouvelles infrastructures peuvent compenser le coût de la dette et aider à obtenir des résultats de développement durable par le biais d'une dette soutenable.

Aussi importants que la gestion de ratio d'endettement pour tous les gouvernements, ces indicateurs peuvent devenir des obstacles pour obtenir des ressources et des fonds à des taux d'intérêt plus accessibles.

De nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, comme les petits États insulaires en développement (PEID), ont un pourcentage de dette élevé par rapport à leur PIB car ils ont connu des vulnérabilités sociales, économiques et environnementales uniques et continues au fil des ans. Ces difficultés, associées aux catastrophes naturelles, ont contraint les gouvernements à faire appel à des ressources et à la coopération internationales, ce qui signifie généralement qu'un niveau de dette extérieure élevé est le seul moyen de gérer les urgences.

Il est également important de signaler qu'un ratio dette/PIB élevé s'accompagne de difficultés plus grandes à restructurer ou à refinancer la dette<sup>vi</sup> et à attirer des investissements étrangers directs. Une cote de crédit négative se traduit pour un pays par de mauvais niveaux de confiance de la part des institutions et des investisseurs nationaux, régionaux et internationaux.

En conséquence, il est essentiel pour la région d'analyser la viabilité de faire accepter à la communauté internationale la façon dont la dette est perçue dans les pays à faible et moyen

---

<sup>6</sup> Dette que l'État ne détient pas mais qu'il a l'obligation de couvrir

<sup>7</sup> On peut citer comme autres options la hausse des recettes intérieures, l'amélioration de l'efficacité des dépenses, la réduction de la corruption et l'amélioration de l'environnement commercial, mais leur mise en œuvre demande plus de temps.

revenu. Soit la référence est trop élevée et la perception des ratios de dette dans la région par les institutions de développement multilatérales et autres doit être ajustée; soit les ratios dette/PIB doivent être morcelés pour signaler les éléments de la dette qui résultent d'une intervention d'urgence face à des catastrophes naturelles et humaines (comme les ouragans ou les pandémies) et qui ne font pas partie des plans de développement des pays.<sup>8</sup>

Avec l'objectif final d'éradiquer la pauvreté et d'atteindre les ODD d'ici 2030, la communauté internationale doit travailler ensemble et concentrer ses efforts sur l'augmentation des flux de fonds extérieurs vers les pays à faible et moyen revenu, soit en créant des moyens innovants de réinvestir l'aide publique au développement (APD)<sup>9</sup> reçue, soit en redéfinissant le concept de dette extérieure pour les pays moins avancés.

---

<sup>8</sup> Proposition du Dr Hyginus 'Gene' Leon, président de la Banque caribéenne de développement

<sup>9</sup> D'après l'OCDE, les flux d'aide publique au développement (APD) sont les flux destinés aux pays et aux territoires de la liste du CAD des bénéficiaires de l'APD et à des institutions multilatérales de développement; ils émanent d'organismes publics ou d'agences internationales et sont administrés dans le but de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays moins avancés (PMA).

## *L'égalité des genres dans le financement du développement*

L'un des principaux objectifs de l'agenda pour le développement international est d'atteindre l'égalité des genres pour toutes les femmes et les filles. Pour cela, des investissements considérables et des approches plus complètes du financement du développement doivent émerger. Il est essentiel de promouvoir une mobilisation de ressources mixtes et régulières visant à faire tomber les barrières économiques, sociales et légales de l'autonomisation des femmes pour atteindre un développement durable et inclusif.

Il est également fondamental de généraliser les considérations de genre dans toutes les initiatives de développement dans un pays ou une région, par exemple en concevant des projets et des programmes avec une approche de genre claire. Lors de la construction d'une nouvelle autoroute, par exemple, ou d'une série de nouveaux hôpitaux publics en zone rurale, les indicateurs de contrôle et d'évaluation doivent refléter les effets de ces projets sur la vie de toutes les femmes et les filles issues de différents milieux au sein des communautés ciblées.

Les parlements, en particulier, peuvent œuvrer pour assurer une répartition des ressources équitable en termes de genre, permettant ainsi des opportunités pour chacun.e. L'analyse sensible au genre du processus budgétaire est un mécanisme qui met en lumière les répercussions des pratiques de collecte de fonds, la hiérarchisation dans l'utilisation de ces ressources et l'alignement de la mise en œuvre du budget avec les processus de planification au cours des années précédentes.<sup>a</sup>

Par conséquent, il est important que les parlements aient accès à des données ventilées reflétant les priorités et les besoins différentiels des filles, des garçons, des femmes et des hommes dans leur quotidien. Disposer de données ventilées pertinentes et exactes au moment de la prise de décision peut donner lieu à des mesures législatives, y compris à une étude du budget, traitant efficacement les écarts intersectionnels qui empêchent un pays d'atteindre un développement durable et inclusif.

Réaliser les ODD d'ici 2030 nécessitera des engagements et des actions de la part de toutes les parties prenantes, ce qui impliquera à son tour des investissements financiers plus nombreux, de meilleure qualité et promouvant le développement économique et social des femmes et des populations marginalisées.

---

a. Mary-ann Stephenson, OXFAM. 2018. « [Guide rapide sur la budgétisation sensible au genre](#) » (Disponible uniquement en anglais)

## Solutions innovantes – Le financement mixte

Au vu du défi d'atteindre les ODD en Amérique latine et dans les Caraïbes, il est indispensable d'explorer des méthodes innovantes pour réduire les écarts de développement estimés de certains pays. Une solution innovante consiste à utiliser le financement mixte, qui est, selon l'OCDE, l'utilisation stratégique du financement à l'appui du développement permettant de mobiliser des financements additionnels en vue de la réalisation des ODD dans les pays en développement.<sup>vii</sup>

### *Partenariats public-privé*

L'un des modèles de financement mixte les plus connus et de confiance est le partenariat public-privé (PPP). Non seulement ce modèle est une façon innovante d'accéder à des fonds, mais il comble également certaines lacunes de l'investissement public. Étant donné que près de 40% des investissements publics dans les pays à faible revenu ne deviennent pas des stocks de capital public,<sup>viii</sup> la mise en place de PPP améliore la productivité des fonds publics. Les PPP permettent à une grande part des fonds collectés pour investir dans des initiatives de développement de devenir véritablement des infrastructures et des services productifs. Ainsi, ces fonds ne se contentent pas d'améliorer la qualité de vie pour toutes et tous, mais ils sont également des sources de recettes pour le gouvernement.

Dans les PPP ayant pour but de contribuer au développement durable, les entreprises privées, le gouvernement et les organisations de la société civile mettent leurs ressources en commun pour traiter une problématique de développement particulière. Cette association de bailleurs peut cependant présenter des difficultés en ce qui concerne l'équilibre idéal entre la responsabilité partagée et l'autonomie des partenaires, tout en garantissant l'implication des bénéficiaires de l'intervention pour le développement.<sup>ix</sup> Pour promouvoir des partenariats fructueux entre les secteurs public et privé, les parlementaires peuvent soutenir des cadres réglementaires visant à contrôler ces alliances et à adapter leur utilisation au contexte local de chaque pays.

### *Obligations vertes, sociales et de genre*

Une autre option du modèle de financement mixte est l'emploi d'obligation vertes<sup>10</sup> ou sociales. Ces obligations sont généralement émises par des investisseurs privés dans le but philanthropique de traiter des problématiques environnementales ou sociales en investissant dans des projets ou des programmes mis en œuvre par des gouvernements locaux ou nationaux. Pour éviter les risques financiers élevés et pour pouvoir mener des initiatives significatives grâce à ces fonds, il est important que ces obligations (Figure 1) soient émises

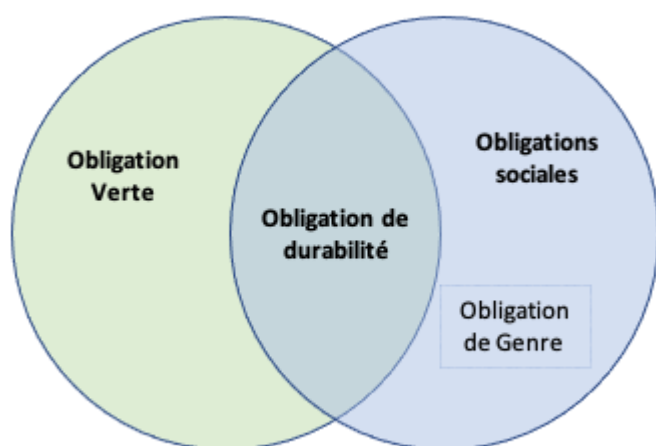
---

<sup>10</sup> Pour en savoir plus sur le financement climatique, rendez-vous sur <https://bit.ly/3rnJYUj>.

conformément à des principes, meilleures pratiques et cadres réglementaires complets internationaux respectant la transparence et l'efficacité du capital.

Comme leur nom l'indique, les obligations vertes sont axées sur les initiatives de financement visant des résultats environnementaux comme les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports propres, les infrastructures durables ou l'adaptation aux changements climatiques, entre autres. Les obligations sociales, quant à elles, sont émises pour financer des initiatives dans le but de créer un effet social positif en général. Ces obligations peuvent viser à favoriser la sécurité alimentaire, le logement abordable et l'accès aux services de base. Plus récemment, des obligations sociales ont visé à atténuer les répercussions de la COVID-19, en particulier au sein des groupes les plus touchés.

**Figure 1. Types d'obligations de développement**



Source : ONU Femmes

Si une obligation sociale est principalement émise pour traiter des questions ou des inégalités de genre, elle peut alors être considérée comme une obligation de genre. Ce type d'instrument financier vise à promouvoir des projets ou des programmes donnant la priorité à des initiatives pour l'égalité des genres ou l'autonomisation des femmes,<sup>x</sup> ce qui les distingue des obligations sociales et des obligations vertes.

Pour que ces types d'alternatives financières œuvrent en faveur d'un

programme environnemental ou social, le pays qui le met en œuvre devra disposer de cadres de politiques vertes ou sociales solides favorisant un marché sûr et fort pour ces investissements. Les parlements peuvent contribuer à ce processus en étudiant l'élaboration et la mise en œuvre des réglementations aidant l'alignement de ces instruments financiers avec des initiatives durables priorisées dans le budget national et les plans de développement.

Même si les gouvernements locaux et nationaux peuvent participer directement à l'acquisition de ces obligations, il est conseillé d'évaluer la viabilité d'une telle participation en faisant appel à un agent spécialisé, comme les institutions financières de développement multilatérales (Tableau 1). Ces dernières disposent de ressources techniques et humaines pour faire des recherches et réaliser l'acquisition d'obligations sociales, vertes et durables pour des initiatives de développement.

### **Tableau 1. Banques de développement multilatérales dans la région**



BANQUES DE DÉVELOPPEMENT MULTILATÉRALES	POUR PLUS D'INFORMATION, RENDEZ-VOUS SUR :
BANQUE MONDIALE	<a href="https://www.banquemondiale.org/fr/home">https://www.banquemondiale.org/fr/home</a>
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT	<a href="https://www.iadb.org/fr/propos-de-la-bid/aperçu-general">https://www.iadb.org/fr/propos-de-la-bid/aperçu-general</a>
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT D'AMÉRIQUE LATINE	<a href="https://www.caf.com/en/">https://www.caf.com/en/</a>
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES CARAÏBES	<a href="https://www.caribank.org/">https://www.caribank.org/</a>
BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE	<a href="https://www.bcie.org/">https://www.bcie.org/</a>
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT FONPLATA	<a href="https://www.fonplata.org/en">https://www.fonplata.org/en</a>

## Transparence et responsabilisation

Le développement effectif et la réalisation des ODD ne sont possibles que si tous les acteurs impliqués dans ces processus agissent avec transparence et responsabilité, tout en effectuant une bonne gestion des ressources. Gagner la confiance du public et la conserver est indispensable pour réaliser des progrès significatifs et soutenus vers le développement car les résultats influent directement sur les communautés.

D'un point de vue gouvernemental, il est important de créer des processus systémiques permettant de communiquer des informations complètes concernant les engagements financiers aux créanciers publics, privés et internationaux, ainsi qu'au reste de la population. Cette pratique crée de la responsabilisation en ce qui concerne non seulement les ressources à disposition, mais aussi le processus d'élaboration, d'approbation, de déboursement, de mise en œuvre et d'évaluation de toute initiative de développement.

Le rôle des parlements dans le financement du développement peut être fondamental à cet égard. Bien que les projets ou les initiatives de développement soient généralement élaborés, proposés et mis en œuvre par la branche exécutive à travers ses ministères, il incombe aux parlements d'approuver les engagements financiers qu'ils supportent.

Lorsqu'ils analysent une proposition de financement du développement, les parlementaires doivent exiger des informations transparentes et pertinentes sur les projets potentiels et existants en consultant les bureaux parlementaires du budget, analyser leurs effets positifs et négatifs, ainsi qu'étudier les conditions financières de cet engagement, la trajectoire et l'objectif de la mobilisation des ressources. Ils doivent également avoir conscience des macrodynamiques pouvant avoir une influence sur la mise en œuvre de ces projets.

Même si une grande partie de cette analyse peut être fournie par l’institution financière de développement à travers laquelle se déroulent ces opérations, il est essentiel que les parlementaires s’assurent également que les points de vue de la société civile soient pris en compte. Les organisations de la société civile ont généralement des informations très utiles sur l’impact réel de toute initiative de développement sur les communautés locales.

Pour conclure, le financement du développement vise à catalyser des ressources afin de promouvoir un progrès social et économique durable dans les pays. Les parlements doivent œuvrer pour devenir un filtre qui remet le statu quo en question et contribue à la promotion de l’utilisation des ressources la plus efficace et juste, en s’assurant que toutes les parties prenantes ayant un rôle dans le processus de prise de décision suivent des directives et des cadres solides garantissant la transparence et la responsabilisation dans la gestion des ressources.

## RÉFÉRENCES

---

<sup>i</sup> Sonja Gibbs. OCDE. 2020. « [L’importance du développement: Nouvelles approches pour augmenter le financement du secteur privé pour le développement durable](#) » (Disponible uniquement en anglais)

<sup>ii</sup> Fonds monétaire international. 2019. « [Note de discussion du personnel](#) » (Disponible uniquement en anglais)

<sup>iii</sup> CEPALC. 2017. « [Financement de l’Agenda 2030 pour le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes : les défis de la mobilisation de ressources](#) » (Disponible uniquement en anglais)

<sup>iv</sup> Service de recherche du Congrès. 2022. « [L’Amérique latine et les Caraïbes : impact de la COVID-19](#) ». (Disponible uniquement en anglais)

<sup>v</sup> Dalia Hakura. Fonds monétaire international. 2020. « [Qu'est-ce que la soutenabilité de la dette?](#) ».

<sup>vi</sup> CEPALC. 2022. « [Dix ans d'action pour changer d'ère](#) ». (Disponible uniquement en anglais)

<sup>vii</sup> OCDE. 2018. « [Mettre le financement mixte au service des Objectifs de développement durable](#) ».

<sup>viii</sup> Sonja Gibbs. OCDE. 2020. « [L’importance du développement: Nouvelles approches pour augmenter le financement du secteur privé pour le développement durable](#) ». (Disponible uniquement en anglais)

<sup>ix</sup> Lea Stadler. 2012. « [Concevoir des partenariats public-privé pour le développement](#) ». (Disponible uniquement en anglais)

<sup>x</sup> ONU Femmes. 2021. « [Des obligations pour réduire l’écart de genre : guide du praticien pour utiliser la dette soutenable en faveur de l’égalité des genres](#) ». (Disponible uniquement en anglais)